



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 31 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES)

Z.I. Les Carrières
BP 75
49240 Avrillé

Références : 2024-232_ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES)_INSP_RAP

Code AIOT : 0006302424

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2024 dans l'établissement ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES) implanté Z.I. Les Carrières - 10 rue de la Ternière BP 75 49240 Avrillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELIS ANJOU (SAS LES LAVANDIERES)
- Z.I. Les Carrières - 10 rue de la Ternière BP 75 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006302424
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELIS ANJOU exploite ZI Les Carrières à Avrillé une blanchisserie industrielle sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 septembre 1999. L'activité principale du site est le nettoyage de linges plats (draps...), de vêtements professionnels et de tapis.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – Risque incendie

Les suites de la visite précédente n'ont pas été vues lors de cette visite. Elles seront traitées dans le cadre d'une visite ultérieurement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.3	Demande d'action corrective	30 jours
4	Quantité d'eau disponible	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des installations	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.1 et 8.3	Sans objet
2	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.3	Sans objet
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.5	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La problématique incendie est bien prise en compte par l'exploitant, mais la vétusté des installations de désenfumage présente un risque non négligeable. Des actions doivent être menées rapidement sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.1 et 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des installations
Prescription contrôlée : 8.1 Localisation des risques L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques des installations mises en œuvre ou des produits et substances stockés, utilisés ou fabriqués sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. L'exploitant détermine, pour chacune de ces zones, la nature du risque qui la concerne. Ce risque est signalé. Ces zones sont repérées sur un plan régulièrement tenu à jour. Une copie de ce plan est adressée à l'inspection des installations classées. 8.3 Sécurité Les emplacements des moyens internes à l'établissement sont signalés et leurs accès maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan des risques à jour sur son installation. Lors de la visite des installations, des affichages signalent les risques présents dans les différentes zones, ainsi que les moyens mis à la disposition du personnel pour lutter contre ces risques. Le Robinet d'Incendie Armé (RIA) n°6, situé dans la zone de déchargement, qui a été modifié suite à la visite CHUBB du 27/10/2023 n'était pas accessible lors de la visite d'inspection en raison du stockage de chariots de linge trop proche du dispositif. Suite à la visite, l'exploitant a modifié l'emplacement de la barrière permettant d'éloigner le stockage des chariots du RIA. L'accès à celui-ci est de nouveau possible en permanence grâce à cet aménagement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens adaptés
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens de défense adaptés aux risques présentés par les installations (extincteurs, poteaux d'incendie, RIA, colonnes sèches....). Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement.
Constats : L'établissement dispose d'extincteurs, de deux poteaux incendie, de 7 RIA et de dispositifs de désenfumage. Il dispose également d'un système de sprinklage, alimenté par deux réservoirs de 30 m ³ et 342 m ³ . Ces équipements sont répartis au sein de l'établissement et identifiés sur les plans de sécurité incendie affichés dans le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des équipements
Prescription contrôlée : Tous les matériels de sécurité et de secours (détection et lutte contre un sinistre) sont correctement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.
Constats : Extincteurs : L'exploitant procède à une maintenance annuelle de ses extincteurs. Le rapport CHUBB du 4 mars 2024, réalisé après la visite du 21/02/2024 (BT 20048174), pour la vérification des extincteurs a montré que 9 appareils n'étaient plus conformes. Ces extincteurs ont été changés le 29/03/2024. Le rapport édité après cette opération indique que les installations sont conformes. RIA : Le rapport CHUBB du 1 ^{er} novembre 2023, réalisé à la suite de la visite du 27 octobre indique que seul 4 des RIA sur les 7 présents sont conformes. Le RIA n° 6 est indiqué comme vieillissant. Il a été remplacé par l'exploitant, qui a transmis la facture du 29/11/2023 correspondant à ce remplacement. Le RIA n° 1 présente une fuite et le n° 7 n'a pas permis de mesure de pression. L'exploitant a transmis après la visite, le devis en date du 14 mai, ainsi que le bon de commande pour le remplacement des deux RIA. Les justificatifs attestant du remplacement des deux RIA seront tenus à la disposition de l'Inspection. Réservoirs incendie : L'exploitant a transmis le rapport de l'intervention de C2TMI réalisée le 26/03/2024 sur l'entretien triennal du réservoir A et l'inspection subaquatique de la source B. Les observations mentionnées dans ce rapport (entretien du réservoir B par plongée et remplacement des manomètres des réservoirs A et B) ont fait l'objet d'un devis en date du 26/04/2024, que l'exploitant a transmis à l'inspection. L'exploitant a également précisé que cette commande sera passée au 2nd semestre 2024, afin d'être intégrée au plan d'investissement à venir. Désenfumage : Le rapport annuel de la maintenance du système de désenfumage a été transmis par l'exploitant. Celui-ci indique que 25 points sur les 43 contrôlés sont non conformes. Plusieurs équipements contrôlés étant liés, l'exploitant a précisé que les installations comprennent 23 ouvertures de désenfumage, dont 21 pour le bâtiment principal, et que 11 d'entre elles dysfonctionnent. L'exploitant a sollicité un prestataire pour obtenir un devis pour la réalisation des travaux de remise en état de ces installations. Celui-ci a indiqué que les dispositifs de désenfumage ne correspondent plus à la réglementation actuelle. L'exploitant a transmis le bon de commande d'un audit de désenfumage afin d'identifier les travaux nécessaires à la mise en conformité. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de suivre les non-conformités des rapports annuels de vérification, afin que celles-ci puissent être levées dès que possible. Il transmettra à sa réception, une copie de l'audit de désenfumage, ainsi qu'un plan d'action sur la mise en œuvre des travaux préconisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Quantité d'eau disponible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.4
--

Thème(s) : Risques accidentels, Débit et pression
--

Prescription contrôlée :

Outre les dispositifs portatifs et Robinets d'incendie Armés (RIA), la défense contre l'incendie est assurée par au moins 2 hydrants (poteaux et bornes incendie, ...) capables de fournir un débit total de 180 m ³ /h sous une pression dynamique minimum de 1 bar.
--

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le site est couvert par deux poteaux incendie, dont un est situé à l'intérieur du site et l'autre sur la voie publique.
--

Le poteau interne a été contrôlé le 7/12/2023 par l'entreprise CHUBB. Le débit de ce poteau est de 90 m ³ /h, avec une pression de 3 bars.

Le poteau externe a été vérifié par Angers Loire Métropole le 23/03/2022. Son débit était de 150,3 m ³ /h avec une pression de 5,2 bars.

L'exploitant n'a pas pu indiquer si les deux poteaux sont situés sur deux réseaux différents ou sur le même réseau. Dans le cas de la deuxième hypothèse, il est nécessaire de réaliser un essai simultanément sur les deux poteaux afin de vérifier le maintien des conditions de débit et de pression.
--

Après la visite, l'exploitant a transmis les bons de commande passés auprès d'Angers Loire Métropole et de CHUBB pour réaliser un contrôle simultané des deux poteaux incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.5

Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des consignes

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité sont établies pour faire face aux situations accidentelles et pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. Ces consignes indiquent notamment :

- la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident (incendie, ...),
- les moyens d'intervention et de protection à utiliser en fonction des risques,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison,...,
- les procédures d'arrêt d'urgence des installations,
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque.

[...]

Ces documents, en permanence tenus à jour, sont accessibles à tous les membres concernés du personnel à proximité des zones qu'elles concernent.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'affichage des consignes de sécurité est présent en divers points du site.

Ces consignes incluent les mesures à prendre en cas d'accident, d'incendie et d'évacuation.

Elles indiquent les numéros de téléphone des personnes à contacter en cas d'urgence, ainsi que ceux des centres de secours et centre anti-poison.

Des affichages spécifiques concernant les restrictions d'accès ou interdictions de fumer sont présents sur les locaux à risque.

Des plans de sécurité incendie identifient la localisation des dispositifs de sécurité situés à proximité.

L'inspection rappelle l'obligation réglementaire (arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2340) d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident portant atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/1999, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes visées à l'article 8.5 ci-dessus.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite les attestations de formation du personnel (équipiers de première intervention et équipiers de seconde intervention). Plusieurs sessions de formation sont organisées chaque année afin de former le personnel, selon le programme qui a été transmis à l'inspection. Des exercices d'évacuation sont réalisés de façon semestrielle. Le personnel travaillant en deux équipes (matin et après-midi), deux exercices sont réalisés la même journée, afin que l'ensemble du personnel soit formé aux procédures d'évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite